

Elections européennes: urgences et recompositions

Plus que d'autres, les élections européennes peuvent servir de révélateur. Celles de mai 2014 devraient à cet égard alerter, et amener à réfléchir sur les vrais enjeux politiques qui sont devant nous.

Marie-Christine VERGIAT, députée européenne

Au soir du 25 mai, nous avons tou-te-s été un peu tétanisé-e-s par le résultat des élections européennes, marquées par une poussée de l'extrême droite et, plus largement, de la droite anti-européenne, dans de nombreux pays européens et tout particulièrement en France.

Le 25 mai, nombre d'électeurs européens ont manifesté leur colère ou leur indifférence. Beaucoup, notamment à gauche semble-t-il, ne sont pas allés voter, et, à droite, ont voté pour l'extrême droite ou la droite extrême, dans des configurations variables selon les Etats. Les taux d'abstention continuent d'atteindre des niveaux record ; la palme revenant à la Slovaquie, où seulement 13 % des électeurs se sont rendus aux urnes. Le France, avec un taux de participation de 40,6 %, se situe tristement dans la moyenne européenne (43,09 %), mais seize pays font pire⁽¹⁾. L'abstention touche principalement les nouveaux entrants mais aussi le Portugal, le Royaume Uni, les Pays-Bas et la Finlande⁽²⁾.

La droite anti-européenne a le vent en poupe. Cela résulte, pour partie mais pas seulement, des conséquences sociales des politiques économiques ultralibérales qui sont particulièrement à l'œuvre depuis le début de la crise financière. La défiance vis-à-vis

de l'Union européenne (UE) ne cesse de s'accroître, à tel point qu'il n'y a plus que six pays⁽³⁾ dans lesquels la confiance dans l'UE est supérieure à la méfiance, selon l'Eurobaromètre publié début mai 2014. Les discours des partis anti-européens, et notamment de l'extrême droite et de la droite extrême, sont simplistes. Ils prônent la nostalgie du passé et veulent faire croire que tout serait résolu dans le cadre d'un repli nationaliste et identitaire. Les « immigré(e)s »⁽⁴⁾ sont, le plus

(1) Slovaquie (13 %), République tchèque (19,5 %), Croatie (21 %), Slovaquie (20,8 %), Pologne (22,7 %), Hongrie (29,2 %), Lettonie (30 %), Portugal (34,5 %), Roumanie (34,7 %), Royaume Uni (36 %), Estonie (36,4 %), Pays-Bas (37 %), Lituanie (37,2 %), Bulgarie (40,2 %), Finlande (40,9 %), Chypre (42,4 %).

(2) Certains observateurs ont noté une très légère augmentation de cette participation électorale par rapport à 2009 (43 %), mais la faiblesse de l'écart est telle qu'elle vaut à peine d'être relevée.

(3) La Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte et la Finlande. Notons que cinq de ces pays sont ceux qui ont un des plus forts d'abstention. De quoi relativiser les analyses sur les causes de l'abstention.

(4) Il convient de noter que ce terme a des définitions et des utilisations très variables d'un Etat membre à l'autre, y compris juridiquement, mais aussi dans les différents partis d'extrême droite européenne, en fonction, notamment, des histoires des uns et des autres.

(5) Elles ont surtout servi à « caser » perdants des élections législatives de 2012 et responsables politiques nationaux en mal de mandat, au détriment de député(e)s européen(e)s ayant fait leurs preuves.

souvent, transformés en boucs émissaires, ce qui permet d'éviter de faire des propositions réelles ou réalistes, notamment en matière économique et sociale.

UMP et PS entre dérives et renoncements

Pour arranger le tout, en France, les deux « grands partis dits de gouvernement » ont fait une campagne pour le moins insipide, pour ne pas dire déplorable. Ils ont rivalisé dans la politique politicienne, se renvoyant les responsabilités de la situation l'un sur l'autre, alors que leurs représentants gèrent ensemble les institutions européennes depuis l'origine de la construction européenne. Ils sont donc coresponsables des politiques européennes, et ce serait mieux de l'assumer devant les électeurs. Les vrais enjeux européens n'ont guère fait l'objet de débats et la composition préalable des listes a démontré, si nécessaire, le peu d'intérêt des grands partis pour les questions européennes⁽⁵⁾. Derrière les discours électoraux, les citoyens ne voient plus de différences entre les uns et les autres, et, quel que soit leur vote, ils constatent que les mêmes politiques s'appliquent tant en matière économique que sociétale.

Les politiques migratoires sont assez symboliques des évolutions « idéologiques » des uns et

AU SOMMAIRE

➤ Europe
**Elections européennes:
urgences
et recompositions**

Marie-Christine Vergiat 9

➤ Démocratie
**Où va le dialogue
social?**

Philippe Legrand 12

➤ Droits des enfants
**Mineurs isolés
étrangers:
l'avis de la CNCOH**

Françoise Dumont 14

➤ Droit des étrangers
**Droit d'asile:
un projet de loi
contesté**

Mylène Stambouli 16

**Le juge,
recours ou alibi?**

Catherine Teule 18

➤ Culture
**Pour une « véritable
ambition culturelle »**

Propos recueillis
par Gérard Aschieri 21

(6) Notre pays a le triste privilège d'avoir envoyé vingt-quatre député(e)s européens à Strasbourg.

(7) Au Parlement européen, pour constituer un groupe, il faut non seulement rassembler vingt-cinq députés mais que ceux-ci représentent au moins sept pays.

(8) Outre le Front national, la Ligue du Nord, le Parti de la liberté (NVV) néerlandais, le FPÖ autrichien et le Vlaams Belang flamand.

(9) Notons cependant qu'en 2009, ces partis avaient participé, sous la houlette de Bruno Gollnisch, à la création de l'Alliance européenne des mouvements nationaux, présidée par Bruno Gollnisch jusqu'en décembre 2013.

(10) Ce groupe réunit soixante-dix députés, soit treize de plus que sous la précédente mandature, et devient le troisième groupe du Parlement européen malgré le départ vers le PPE des conservateurs polonais.

(11) Il ne fait nul doute que là, derrière, se sont joués des règlements de compte entre Britanniques, les conservateurs cherchant à réduire le leadership européen de Nigel Farage, le leader de l'Ukip.

(12) Cinquante-deux députés européens ne sont pas inscrits dans un groupe politique au début de cette mandature au Parlement européen, dont deux députés du Parti communiste grec, qui ont décidé de ne plus siéger au sein de la Gauche unitaire européenne.

(13) D'autant qu'il est plus hétérogène que jamais, regroupant des fédéralistes, dont le parti luxembourgeois de Jean-Claude Junker est un symbole, aux conservateurs polonais en passant par nombre de députés européens français de l'UMP comme Nadine Morano, Rachida Dati et Brice Hortefeux.

des autres. Les obsessions sécuritaires et xénophobes de l'extrême droite ont eu un effet tache d'huile sur les autres partis politiques. En France, les dérapages verbaux se multiplient et ne sont plus l'apanage du Front national. Une grande partie de l'UMP a, peu à peu, de plus en plus ouvertement, repris des positions du Front national, et le PS a renié une grande partie de ses valeurs pour se mettre à la remorque de l'UMP. Comment s'étonner que ces dérives et renoncements ne profitent pas au final à l'extrême droite, les électeurs finissant par préférer l'original à la copie...

Il y a une sorte de glissement de l'échiquier politique vers la droite. Une partie des dirigeants et des élu(e)s des partis traditionnellement classés à gauche a rejoint une partie de la droite, constat que l'on peut faire au Parlement européen mais aussi dans la multiplication des gouvernements d'alliance entre sociaux-démocrates et tout ou partie de la droite, et les politiques mises en œuvre. Et, parallèlement, certaines parties de la droite sont de plus en plus enclines à jeter des passerelles vers l'extrême droite.

Dans l'hémicycle, le bloc anti-européen

Le transfert de voix a été d'autant plus facile que les élections européennes apparaissent comme des élections sans «risque» politique majeur puisqu'elles sont sans conséquence au niveau national.

La montée de l'extrême droite, particulièrement spectaculaire en France⁽⁶⁾, a touché nombre de pays européens, à des degrés variables. Constatons cependant que, malgré quelques effets d'annonce au lendemain des élections, Marine Le Pen n'a pas réussi à constituer un groupe politique⁽⁷⁾. Elle n'a finalement réuni autour d'elle que les député(e)s issu(e)s de l'Alliance européenne pour la liberté (AEL), soit cinq partis politiques⁽⁸⁾. La tentative de ripolinage présidant

à la création de ce nouveau parti européen, fin 2010, pour se détacher de certains partis politiques jugés trop extrémistes par Marine Le Pen, tels que le Jobbik en Hongrie, et Aube dorée en Grèce⁽⁹⁾, a échoué.

Y a-t-il un risque de radicalisation des groupes sur la droite de l'hémicycle européen et une menace sur le fonctionnement des institutions européennes? Cela n'est guère probable. Il y a, certes, un bloc anti-européen sur la droite de l'hémicycle, au sein duquel les porosités sont de plus en plus visibles. Les droites anti-européennes ont d'ailleurs offert un curieux spectacle, en se disputant les nouveaux députés au moment de la constitution des groupes politiques. C'est, au final, le groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR)⁽¹⁰⁾, où dominent les conservateurs britanniques, qui a finalement remporté la mise au détriment du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EEDF), constitué autour des populistes anglais de l'Ukip⁽¹¹⁾ et donc aussi de l'extrême droite stricto sensu, dont les membres continuent de siéger sur le banc des non-inscrits⁽¹²⁾.

Plus ou moins cent cinquante députés ont cependant été repérés comme ayant eu des propos racistes ou xénophobes, par une ONG antiraciste, et on les retrouve donc dans tous les groupes de cette droite anti-européenne.

De la droite européenne à la gauche

Même s'il faut être vigilant et qu'il est un peu tôt pour tirer des conclusions hâtives, le plus probable est que cela ne change pas beaucoup la façon de fonctionner du Parlement européen, car si l'extrême droite et plus largement la droite anti-européenne a gagné des sièges, c'est d'abord et avant tout au détriment de la droite classique. Le Parti populaire européen (PPE), dans lequel siègent les députés UMP français, reste le principal groupe, avec



© DR

deux cent vingt et un membres, mais c'est cinquante-trois de moins qu'à la fin de la précédente législature. Il sera donc moins hégémonique et aura plus besoin d'alliances⁽¹³⁾.

Le plus probable, c'est que cela risque surtout de renforcer la tendance habituelle au consensus mou des groupes dits de gouvernement (socialistes, libéraux et la droite classique du PPE).

Le groupe libéral Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (Alde), bien qu'il sorte affaibli des élections (seize membres), restera, avec ses soixante-sept membres, le groupe charnière du Parlement européen, et continuera sans doute de faire les majorités en fonction des sujets, votant avec la droite sur les dossiers économiques et sociaux, et avec la gauche sur les questions sociétales et relatives aux droits de l'Homme.

Qu'en est-il de la gauche européenne, au sens classique du terme? Les résultats sont variables selon les États membres de l'UE mais, globalement, la composition des groupes socialiste et écologiste a peu évolué. Ils régressent un peu mais très légèrement. Le groupe des Verts européens perd sept députés mais conserve cinquante



membres, et le groupe socialiste perd cinq députés mais conserve cent quatre-vingt-onze membres⁽¹⁴⁾.

Une gauche renforcée au sud de l'Europe

La gauche européenne stricto sensu, celle qui se reconnaît dans le parti du même nom et dont les représentants siègent dans le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), a progressé de façon substantielle, notamment dans les pays du sud de l'Europe. C'est particulièrement le cas en Grèce, avec le score de Siriza. Ils étaient à 4,7 % il y a cinq ans et, le 25 mai, ils ont frisé les 30 %. Ils sont désormais aux portes du pouvoir dans leur pays, où la majorité parlementaire ne tient plus qu'à deux sièges après moult défections de député(e)s membres du Pasok. Un réel défi notamment pour casser l'image anti-européenne et extrémiste que tendent à coller nombre de commentateurs à la gauche européenne, n'hésitant pas à l'amalgamer avec l'extrême droite. Si besoin est, il suffit d'analyser les votes des uns et des autres, notamment dans le champ des libertés publiques et des droits de l'Homme, pour voir ce qu'il en

est. L'apport en voix de ce groupe sera donc plus que jamais indispensable pour faire basculer la majorité, sur ces sujets chers aux militants de la LDH.

La gauche espagnole a, elle aussi, fortement progressé, tant Izquierda unida que Podemos, issu du mouvement des Indignados⁽¹⁵⁾. Le point commun des nouveaux députés de la GUE/NGL, notamment ceux de Siriza et de Podemos, est leur capacité à travailler avec la société civile et les mouvements sociaux. La GUE/NGL passe de trente-cinq à cinquante-deux membres, soit une progression de 50 %, la plus forte progression au Parlement européen, mais avec des résultats variables selon les Etats membres (en France, le Front de gauche s'est retrouvé peu ou prou au même niveau qu'en 2009).

Ces résultats électoraux, plus ambigus qu'il n'y paraît, semblent donc avant tout révélateurs d'une crise démocratique, culturelle, morale et politique frappant l'ensemble des Etats de la vieille Europe, dont les dirigeants donnent l'impression de ne pas avoir conscience. Il est d'ailleurs inquiétant de constater que la seule réaction de nombre de gouvernements européens ait été de proposer d'aller plus loin encore

Les résultats électoraux semblent avant tout révélateurs d'une crise démocratique, culturelle, morale et politique frappant les Etats de la vieille Europe, dont les dirigeants donnent l'impression de ne pas avoir conscience.

(14) Même si son recul dans certains Etats membres a été masqué par les résultats du Parti démocrate en Italie, pourtant au pouvoir.

(15) Voir l'article p. 24.

dans le néolibéralisme et les réformes dites « structurelles ».

Nous sommes sans doute dans une phase historique de reconstruction politique. C'est un défi pour la démocratie auquel la « gauche » européenne, dans toute sa diversité, qu'elle soit politique, syndicale ou associative, mais plus largement tous ceux et toutes celles qui sont attachés à la démocratie, doivent être capables de répondre si l'on veut éviter de voir se reproduire des schémas plus ou moins symétriques à ceux des années 1930 - qui n'ont pas touché que l'Allemagne, sachons-nous en souvenir. Il y a urgence à réagir pour construire une alternative, encore faut-il que les partis politiques sachent (aient envie de) travailler autrement avec les mouvements sociaux et avec tou-te-s les citoyen-ne-s qui portent encore (toujours) des valeurs progressistes.

Construire les alternatives

Cela passe sans doute par de profondes recompositions politiques. La lutte contre le Grand marché transatlantique, ce projet d'accord de libre-échange tous azimuts entre les Etats-Unis et l'UE, concocté avec une absence réelle de transparence, peut nous en donner l'occasion. C'est l'avenir des relations mondiales qui est en cause, et le Parlement européen aura le dernier mot. Voulons-nous un monde dans lequel seuls comptent les intérêts de la finance, des grandes multinationales, ou un monde où les intérêts des peuples, le bien commun soient de nouveau pris en considération ? Un monde de la compétitivité du tous contre tous, ou un monde de solidarité et de coopération dans lequel le mot égalité reprendrait sens ? Encore faut-il admettre qu'il existe des alternatives ; la seule évolution de la richesse mondiale et de sa répartition devrait suffire à nous convaincre qu'il existe des marges de manœuvre pour faire bouger les choses. ●